

Rapport d'activité – CFDT Défense Lorient

Chères et chers camarades,

Depuis quatre ans, nous avons tenu.

Et si nous avons tenu, ce n'est pas par hasard : c'est parce que nous sommes restés fidèles à ce qui fait la force de la CFDT. La constance, la solidarité, la capacité à défendre les travailleurs et les travailleuses avec sérieux, exigence et détermination. Nous avons tenu ensemble, dans un contexte de crises successives qui a mis à l'épreuve nos organisations, nos collectifs, et parfois même nos convictions les plus profondes.

Le rapport d'activité en témoigne sans ambiguïté : nous avons été présents, lucides et engagés.

Face à une réforme des retraites injuste, qui a ignoré la pénibilité, les carrières longues, les inégalités femmes-hommes, nous avons su porter une parole responsable, argumentée, crédible. Nous avons refusé les slogans faciles, nous avons préféré les solutions concrètes. Et la suspension de la réforme en 2025 n'est pas tombée du ciel : elle est le résultat de cette mobilisation collective, de notre ténacité, de notre capacité à proposer un chemin alternatif.

Je veux revenir sur un point essentiel : la question de la décote.

On la présente souvent comme un outil garantissant la contributivité. Mais chacun le sait : la contributivité dépend d'abord des parcours de vie. Et ces parcours sont faits d'aléas, de ruptures, de contraintes. Beaucoup de travailleurs n'ont pas pu cotiser autant qu'ils l'auraient souhaité : temps partiels imposés, maternité, maladie, invalidité, chômage, reconversions, aide familiale... La décote ne reflète pas l'effort fourni, elle reflète les obstacles rencontrés. Elle punit les fragilités au lieu de les reconnaître.

Et il faut le dire clairement : elle pénalise aussi les années d'études, celles et ceux qui ont choisi de se former pour mieux servir la société. Entrer plus tard dans la carrière ne devrait pas se traduire par une pénalité durable. C'est une incohérence profonde, et c'est une injustice que nous devons corriger au nom de l'équité et de la cohérence du système.

Ces quatre années ont aussi mis en lumière une réalité que nous connaissons bien : la fatigue militante.

Nos équipes tiennent, parfois au prix de leur santé, de leur vie personnelle, de leur énergie. Elles tiennent parce qu'elles sont attachées au service des adhérents, parce qu'elles portent nos valeurs, parce qu'elles refusent de laisser les travailleurs seuls face aux difficultés. Mais tenir ne suffit plus. Il est indispensable de leur apporter des

moyens, du soutien et de la reconnaissance. Sans cela, nous risquons d'épuiser celles et ceux qui font vivre le syndicalisme au quotidien.

Un autre constat s'impose, et il est largement partagé : le management en France montre de réelles limites.

Souvent trop vertical, trop éloigné du terrain, trop centré sur le contrôle plutôt que sur la confiance, il fragilise les collectifs de travail, démotive les travailleurs et dégrade la qualité du service rendu. Ce n'est pas une question de personnes, c'est une question d'organisation, de culture managériale, de vision du travail. Nous devons promouvoir un management fondé sur la reconnaissance, l'autonomie et le respect du travail réel. Un management qui soutient au lieu de surveiller, qui accompagne au lieu de sanctionner.

Enfin, il faut le dire sereinement mais fermement : les fonctionnaires subissent depuis des années une dévalorisation institutionnelle.

Des discours caricaturaux, des réformes menées sans concertation, un gel du point d'indice prolongé, des effectifs en baisse alors que les missions augmentent... Tout cela crée un sentiment de manque de considération, parfois même de découragement. Et pourtant, leurs engagements sont essentiels. Ils font vivre le service public, ils font tenir notre pays, ils garantissent l'égalité d'accès aux droits.

C'est pourquoi nous portons une revendication claire : reconnaître pleinement les compétences, les responsabilités et l'utilité sociale des agents publics.

Reconnaître leurs expertises, leurs investissements, leurs rôles indispensables dans la cohésion sociale. Reconnaître que le service public n'est pas un coût, mais un pilier de la démocratie.

Chères et chers camarades,

Nous avons tenu, et nous continuerons à tenir.

Mais surtout, nous continuerons à agir, à proposer, à transformer.

C'est ainsi que nous faisons avancer les droits, que nous renforçons le service public, que nous faisons CFDT.